



Département de Seine-Saint-Denis

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mars 2026

Nombre de Conseillers : 33

L'an deux mille vingt-six, le 28 mars 2026, à 10h

Conseillers en exercice : 33

Présents : 33

Pouvoirs : 0

Votants : 33

Date de convocation : 24 mars 2026

Date d'affichage : 24 mars 2026

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par le M. le Maire sortant, s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle Omnisports - Espace Raymond-Mège, lieu de réunion retenu à titre exceptionnel, conformément à l'article L. 2121-7 du Code général des collectivités territoriales sous la Présidence de Madame Sonia Beaufremez, en qualité de doyenne d'âge.

La séance est ouverte, sous la Présidence de **Madame Sonia Beaufremez**, doyenne de l'assemblée, conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales. Elle procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

Étaient présents :

Nicolas Rondepierre, Patricia Bizouerne, David Pereira, Nathalie Ribemont, Nicolas Cuadrado, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Patricia Djossouvi, Régis Lefèvre, Monique Marginier, Julien Bette, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Yael Azoulay, Josué Kwetukala, Paula Lapczuk, Pascal Guengant, Corinne Lorenzi, Didier Belot, Eulalie Haouam, Jean Calgagni, Isabelle Zerad, Gerard Lepont, Claire Gizard, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Thomas Vautrin

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Département Seine-Saint-Denis - Ville du Raincy

DELIBÉRATION N°01/2026

OBJET : INSTALLATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Madame la Doyenne d'âge préside la séance conformément à l'article L. 2122-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-1 et suivants ;

Vu la proclamation des résultats des élections municipales du 22 mars 2026 ;

Vu la convocation adressée le 24 mars 2026 aux membres du Conseil municipal nouvellement élus conformément à l'article L. 2121-7 du CGCT ;

Considérant que le Conseil municipal élu au second tour des élections municipales du 22 mars 2026 doit être installé entre le vendredi 27 mars et le dimanche 29 mars 2026 ;

Considérant que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT est remplie, la majorité des membres du Conseil municipal étant physiquement présente ;

La Doyenne d'âge procède à l'appel nominal des membres du Conseil municipal, constate la présence de trente-trois (33) conseillers municipaux et déclare le Conseil municipal régulièrement constitué :

Nicolas Rondepierre, Patricia Bizouerne, David Pereira, Nathalie Ribemont, Nicolas Cuadrado, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Patricia Djossouvi, Régis Lefèvre, Monique Marginier, Julien Bette, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Yael Azoulay, Josué Kwetukala, Paula Lapczuk, Pascal Guengant, Corinne Lorenzi, Didier Belot, Eulalie Haouam, Jean Calgani, Isabelle Zerad, Gérard Lepont, Claire Gizard, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Jean-Michel Genestier, Sonia Beaufremez, Montasser Charni, Corinne Raoult, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Thomas Vautrin.

Il est procédé à l'installation des conseillers municipaux élus le 22 mars 2026.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Trésorier.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Raincy, le 28 mars 2026

La Présidente de séance
Sonia Beaufremez



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.